



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de l'administration pénitentiaire Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux (Nouvelle Aquitaine)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Contrôle et diagnostic des légionelles dans les établissements du ressort
de la DISP de BORDEAUX (sauf SPIP et Siège)

*Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et
R2123-1 à -8 du Code de la Commande publique*

25DISPBX004

DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : 18/08/2025 à 17h30

Département du budget et des finances Unités des achats et des marchés publics Tél : 05 54 52 84 00 dbf-uamp.dr- bordeaux@justice.fr	Mme CARIOU Référénte Santé et Sécurité au Travail Référénte Handicap Locale et Régionale Tél : 05 54 52 85 19 veronique.cariou@justice.fr
--	---

Imputations budgétaires :

CODE CPV	71900000-7 71631300-3
ACTIVITE	010703010306
DOMAINE FONCTIONNEL	0107-02
GROUPE DE MARCHANDISE	37.02.11
AXE ANALYSE 1	10-AP107177H-G+HYG&SEC
AXE MINISTERIEL 2	MR
CENTRE FINANCIER	0107-F001-0001

Charte      
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

Table des matières

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3 CADRE JURIDIQUE DU CONTROLE ET DU DIAGNOSTIC DES LEGIONELLES.....	3
ARTICLE 4 DESCRIPTIONS TECHNIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES	3
ARTICLE 5 ATTENDUES EN MATIERE ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	7

Article 1

Objet de la consultation

L'objet de la présente consultation concerne les prestations de contrôle et de diagnostic de la surveillance des risques liés à la présence de légionelles sur les établissements en gestion publique du ressort de la DISP de Bordeaux

L'ensemble des établissements concernés sont indiqués au sein de l'annexe 1 du CCAP.

La fréquence du nombre de passages et du nombre d'analyses est retranscrite au sein de l'article 4 du présent CCTP.

Article 2

Allotissement

Le présent marché est alloti en 2 lots :

Lot n°	Type de la prestation
1	Contrôle
2	Diagnostic

Article 3

Cadre juridique du contrôle et du diagnostic des légionelles

Le cadre juridique concernant le contrôle et le diagnostic des légionelles a été posé par les textes suivants :

- ❖ L'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude ;
- ❖ L'arrêté du 30 décembre 2022 relatif à l'évaluation des risques liés aux installations intérieures de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- ❖ Le décret n°2017-657 du 27 avril 2017 relatif à la prévention des risques sanitaires liés aux systèmes collectifs de brumisation d'eau.

Le législateur s'est attaché à fixer des seuils à *legionella pneumophila* (<1000 UFC/L). Un résultat en SPP est un signal de dysfonctionnement des installations d'eau chaude sanitaire qui prélude souvent l'arrivée de *pneumophila*, c'est pourquoi un résultat en *legionella spp* fait l'objet d'un traitement similaire.

Article 4

Descriptions techniques des prestations attendues

1. Lot n° 1 - Contrôle des légionelles

a. Description de la prestation

Le lot n°1 consiste en des prestations de contrôle et d'une surveillance du risque lié aux légionelles, c'est-à-dire la réalisation de campagnes de prélèvement et d'analyses d'eau afin de s'assurer du respect des exigences de qualité réglementaire. Il s'agit d'une analyse obligatoire.

L'entreprise doit passer une fois par an sur l'ensemble des établissements et sur l'ensemble des points de contrôles suivants :

Sites	Nombres de points de contrôle	Nombre de bilan concernant les visites et les actions correctives demandé	Frais de déplacement
Maison d'arrêt d'Angoulême et QSL SPIP	13	1	1
Centre de détention de Bedenac	18	1	1
Maison d'arrêt de Limoges	9	1	1
Centre de détention de Mauzac	22	1	1
Maison d'arrêt de Niort	9	1	1
Maison d'arrêt de Périgueux	15	1	1
Maison d'arrêt de Rochefort	8	1	1
Maison d'arrêt de Saintes	12	1	1
Maison centrale de Saint Martin de Ré	13	1	1
Maison d'arrêt de Tulle	7	1	1
Centre de détention d'Eysses	20 (dont 3 brumisateurs)	1	2
Maison d'arrêt d'Agen	6	1	1
Maison d'arrêt de Bayonne	8	1	1
Centre Pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan	7 x 2	1	2
Maison d'arrêt de Pau	7	1	1
Maison d'arrêt de Guéret	8	1	1
Total	189	16	18

b. Nature du contrôle

L'eau prélevé fait l'objet d'une analyse légionelle pour vérifier le taux de légionelle.

Un technicien répondant aux qualifications minimales demandés doit réaliser l'ensemble des prélèvements dans une quantité minimale par échantillon équivalente à 500 ml pour les eaux filtrables propres et deux fois 500 ml pour les eaux filtrables sales.

Les prestations attendues sont les suivantes :

- ❖ Analyse *Legionella* spp et *pneumophila* (recherche, dénombrement, sérotypage) : méthode analytique : NF T 90-431
- ❖ Conseil et diagnostic (sur installations, sur le suivi du carnet sanitaire et conseil en actions correctives)

En cas d'alerte pathogène, le laboratoire doit informer dans les plus brefs délais par téléphone et par courriel la personne en charge du marché.

c. Qualification des personnels

Le profil des personnels attendus concernant les prélèvements est un technicien préleveur expérimenté. L'intervenant doit accompagner le service bénéficiaire pour identifier les actions à mener sur la *legionella pneumophila* et légionelle SPP.

Une demande d'autorisation d'entrée permanente devra être faite, pour les personnes en charge du prélèvement, auprès des chefs d'établissements, afin de ne pas communiquer le jour du passage. Le titulaire du marché devra tout au long du marché, disposer de personnels habilités en nombre suffisant afin de permettre la continuité du service.

d. Accréditation

L'accréditation des laboratoires par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un Comité d'accréditation signataire d'un accord multilatéral en cours de validité est obligatoire en France pour réaliser les analyses de légionelles dans l'eau depuis l'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire. Cette exigence d'accréditation sera demandée aux candidats pour la durée d'exécution du marché.

e. Les rapports

Le rapport d'essai est transmis par courrier sous 10 jours ouvrés à réception des échantillons. Le prestataire doit avoir la possibilité de transmettre les résultats complets par mail sous 48 heures.

En complément, le titulaire devra fournir des bilans annuels à chaque fin d'année civile concernant les prélèvements réalisés.

f. Les contrôles complémentaires

Si le dépassement des taux réglementaires est constaté sur certains établissements, une deuxième analyse est diligentée. Le contrat prévoit un forfait annuel de 4 contrôles complémentaires.

2. Lot n° 2 - Diagnostic des légionelles

a. Description de la prestation

La prestation consiste en la réalisation d'un diagnostic sanitaire sur la base d'un contrôle technique sanitaire. En ce sens, la prestation consiste à vérifier la conformité de la

réglementation « Légionelle » en vigueur par les établissements, notamment en ce qui concerne les actions de surveillance (relevés de températures, analyses légionelles, etc).

b. Nature du diagnostic

Un diagnostiqueur devra assurer :

- ❖ Une inspection 1 fois tous les trois (3) ans par établissement plus rapide et moins exhaustive que le DTS, au cours de laquelle celui-ci doit :
 - Inspecter les postes de production ECS principaux et les postes de traitement d'eau ;
 - Contrôler les installations à risque au sens de l'arrêté du 01/02/2010 ;
 - Evaluer la distribution ECS sur son hydraulicité, la corrosion, la température, et le bouclage ;
 - Avoir la possibilité de réaliser un prélèvement légionelle de contrôle à des fins de diagnostic avec un maximum de 8 fois par an maximum sur tous sites confondus.

En outre, une journée d'assistance technique annuelle doit être comprise dans les prestations forfaitaires en cas d'alerte ou d'accompagne auprès des autorités sanitaires (ARS).

Cette journée consiste en :

- ❖ Une aide technique des réceptions d'alerte suite à un retour d'analyse ;
- ❖ Des recommandations pour la mise en place des mesures conservatoires et des solutions curatives.

L'entreprise passe sur les sites désignés annuellement pour rechercher les problèmes éventuels, faire le tour des circuits d'eau et prévenir les points en non-conformité avec la réglementation.

Année de réalisation de la prestation	Etablissements concernés
2026	Centre de détention de MAUZAC (24) Maison d'arrêt de PERIGUEUX (24) Maison d'arrêt de LIMOGES (87) Maison d'arrêt de GUERET (23) Maison d'arrêt de TULLE (19)
2027	Centre Pénitentiaire de BORDEAUX GRADIGNAN (33) Centre de détention d'EYSES (47) Maison d'arrêt de BAYONNE (64) Maison d'arrêt de PAU (64) Maison d'arrêt d'AGEN (47)
2028	Centre de détention de BEDENAC (17) Maison d'arrêt de NIORT (79) Maison d'arrêt de ROCHEFORT (17) Maison d'arrêt de SAINTES (17) Maison centrale de ST MARTIN DE RE (17) Maison d'arrêt d'ANGOULEME (16)
2029	Centre de détention de MAUZAC (24) Maison d'arrêt de PERIGUEUX (24) Maison d'arrêt de LIMOGES (87) Maison d'arrêt de GUERET (23) Maison d'arrêt de TULLE (19)

c. Qualification des personnels

Le profil des personnels attendus est un diagnostiqueur expérimenté. L'intervenant doit accompagner le service bénéficiaire pour identifier les actions à mener sur la légionella pneumophila et légionelle SPP.

Une demande d'autorisation d'entrée permanente devra être faite auprès des chefs d'établissements, afin de ne pas communiquer le jour du passage. Le titulaire du marché devra tout au long du marché, disposer de personnels habilités en nombre suffisant afin de permettre la continuité du service.

d. Accréditation

L'accréditation des laboratoires par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un Comité d'accréditation signataire d'un accord multilatéral en cours de validité est obligatoire en France pour réaliser les analyses de légionelles dans l'eau depuis l'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire. Cette exigence d'accréditation sera demandée aux candidats pour la durée d'exécution du marché.

e. Les rapports

Suite au diagnostic, l'entreprise doit remettre un rapport d'inspection comprenant :

- ❖ Les principales causes de risque de développement de légionelle identifiées et les solutions adaptées ;
- ❖ La revue du Carnet sanitaire de l'établissement ;
- ❖ La mise à jour du schéma sous forme d'autocad du poste de production ECS et traitement d'eau ;

Article 5

Attendues en matière environnementales et sociales

1. En matière environnementale

Le titulaire du marché s'engage à transmettre les rapports par voie dématérialisée ainsi que les bilans.

Les intervenants se déplaceront en véhicules produisant peu d'émissions polluantes.

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux préconise aux futurs titulaires de former ses employés à l'éco-conduite. L'éco-conduite est une pratique visant à limiter l'émission de gaz à effet de serre (GES) ainsi que les dépenses tout en réduisant le risque de survenue d'accident.

2. En matière sociale

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux, comme le Ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaire en la matière.

Le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).